

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

Avril 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

BREVES:

L'opposition syrienne ouvre sa première "ambassade" au Qatar

27/03/2013 AP

L'opposition syrienne a ouvert sa première "ambassade" dans le monde au Qatar, selon un journaliste de l'AFP. Les bureaux, offerts par Doha, ont été inaugurés au lendemain de l'obtention, par l'opposition, du siège de la Syrie à la Ligue arabe.

Le chef démissionnaire de la coalition nationale syrienne (opposition), Ahmad Moaz Al-Khatib, et le ministre d'Etat des Affaires étrangères du Qatar Khaled Al-Attiya ont inauguré les locaux de cette "ambassade de la Coalition nationale syrienne".

Le drapeau de la révolution syrienne a été hissé sur le bâtiment, une villa dans le quartier diplomatique de Doha mise à la disposition de l'opposition par le Qatar, alors que l'hymne national syrien était joué. "C'est la première ambassade au nom du peuple syrien spolié de ses droits pendant cinquante ans", a déclaré M. Khatib dans un discours.

Des ambassadeurs, mais pas de mission

M. Nizar Haraki, nommé "ambassadeur" de la Coalition au Qatar en février, a indiqué qu'il devait présenter "bientôt" ses lettres de créance à l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani.

La Coalition indique avoir des "ambassadeurs" dans plusieurs pays, dont la France, la Libye, la Turquie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais ils n'ont pas de mission diplomatique.

Le Qatar est le principal bailleur de fonds de l'opposition syrienne et a fait le forcing pour imposer l'octroi par la Ligue arabe, réunie en sommet mardi à Doha, du siège de Damas à la Coalition.

L'ambassade de Syrie à Doha est fermée.

L'Iran met en garde le Qatar

Al-Manar 29 mars

Un responsable de la diplomatie iranienne a jugé "hâtive et irrationnelle" la décision du Qatar d'autoriser la coalition nationale syrienne à ouvrir une représentation diplomatique à Doha, a rapporté l'agence d'information iranienne Farsnews.

"Le geste théâtral du Qatar de donner l'ambassade de Syrie à un groupe n'ayant pas les suffrages du peuple est hâtif et irrationnel", a déclaré le ministre adjoint des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, estimant que "le peuple syrien ne permettra pas à d'autres de décider du sort du pays".

"Il est dans l'intérêt du Qatar d'éviter toute démarche hâtive, tout acte qui exacerbe l'effusion de sang", a-t-il affirmé.

Et de poursuivre: "Le fait d'offrir à une minorité syrienne le siège de l'ambassade syrienne alors qu'elle souffre du soutien et de la loyauté du peuple syrien est un acte mal étudié" soulignant que "le peuple syrien n'acceptera que des états étrangers décident de leur sort".

Le haut diplomate iranien a réitéré le soutien de la République islamique d'Iran à la Syrie, insistant sur "la nécessité de résoudre la crise par le dialogue national syrien sachant qu'il est l'option la plus appropriée", ajoutant que "le peuple syrien a joué un grand rôle dans l'axe de la résistance et ne cédera pas aux pressions extérieures".

Le chef démissionnaire de la Coalition nationale syrienne, Ahmad Moaz Al-Khatib, et le ministre d'Etat des Affaires étrangères du Qatar, Khaled Al-Attiya, ont inauguré mercredi l'"ambassade de la Coalition nationale syrienne", dont les bureaux ont été offerts par Doha, dans une villa du quartier diplomatique de la capitale. L'ambassade de Syrie est pour sa part fermée.

Le Qatar a octroyé le siège de Damas au sein de la Ligue arabe à la Coalition de l'opposition syrienne, lors du 24e sommet de la Ligue des Etats arabes organisé récemment à Doha.

Siège syrien à l'ONU

Moscou "fermement" contre le transfert du siège syrien à l'ONU aux rebelles

L'ambassadeur russe à l'ONU a déclaré que son pays "s'opposerait fermement" à toute tentative de transférer le siège occupé par la Syrie aux Nations unies aux rebelles qui combattent le régime de Bachar al-Assad.

Un tel changement "saperait la réputation des Nations unies", a assuré Vitali Tchourkine, réaffirmant par ailleurs la condamnation russe de la Ligue arabe, qui a, elle, donné le siège syrien au sein de son organisation --qui était vacant en novembre 2011 -- aux représentants des rebelles.

Intervenant lors de l'ouverture du 24e sommet ordinaire arabe à Doha, le chef de la Coalition de l'opposition syrienne Ahmad Moaz Al-Khatib a appelé "les pays frères et amis" à aider sa Coalition à "occuper le siège de la Syrie à l'ONU et dans les organisations internationales", pour se substituer au régime de Bachar al-Assad, de plus en plus isolé au plan international.

Selon des diplomates, les pays arabes préparent une campagne pour que le siège syrien à l'ONU revienne aux rebelles, mais aucun changement ne devrait en tout état de cause avoir lieu avant le début de la prochaine Assemblée générale des Nations unies, en septembre.

La Russie, principal soutien international du régime Assad, est membre à l'Assemblée générale de l'ONU de la Commission de vérification des pouvoirs, chargée d'examiner les pouvoirs des représentants des Etats membres, et qui aurait justement à ce titre une recommandation à faire à l'Assemblée sur le siège syrien.

"Nous nous opposerons très fermement (au transfert du siège aux rebelles), mais je ne pense pas que cela arrivera", a déclaré M. Tchourkine à des journalistes. La plupart des Etats membres de l'ONU sont des membres "responsables", a-t-il poursuivi: "Ils tiennent à cette institution, ils comprennent bien que si quelque chose de ce type arrivait, cela saperait la réputation des Nations unies".

"Je crois qu'une telle motion n'aurait pas beaucoup de soutien aux Nations unies", a-t-il assuré.

Evoquant la décision de la Ligue arabe, M. Tchourkine a jugé qu'elle "sapait" les efforts de l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi. "Elle agit de plus en plus comme une force négative, et non pas positive", a-t-il assuré.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=104080&cid=19&fromval=1&frid=19&seccatid=33&s1=1>

IRAN : L'octroi du siège de la Syrie à la coalition est une erreur stratégique

01-04-

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères Hussein Amir Abdollahyan a déclaré qu' « il a informé le secrétaire de la Ligue des États arabes que l'octroi du siège de la Syrie à la Coalition nationale est une erreur stratégique ».

« Le fait d'accorder le siège de la Syrie dans la Ligue arabe et le fait d'octroyer une ambassade à l'opposition n'a aucune valeur politique. En fait, ce qui s'est passé à Doha n'a pas de valeur politique ou international et l'octroi du siège de la Syrie à une partie inconnue est une ingérence dans les affaires

syriennes » a-t-il martelé.

> Lors d'une conférence presse qui s'est tenue ce Lundi en marge de sa visite en Égypte, le vice-ministre iranien a fustigé certains pays arabes qui accusent l'Iran d'ingérence dans leurs affaires, sachant que ces mêmes pays sont impliqués dans la crise syrienne, ajoutant : « Nous avons convenu avec Lakhdar Brahimi d'activer une solution politique à la crise syrienne ».

> Et de souligner : « l'Iran croit en la nécessité des réformes dans trois pays à savoir : la Syrie, le Bahreïn et le Yémen. Téhéran soutient une solution politique à la crise syrienne et les réformes entreprises par Damas devraient garantir un terrain propice pour organiser des élections en Syrie » insistant « de laisser le peuple syrien décider de son sort ».

> Abdellahyan a contesté avec fermeté les allégations dirigées contre l'Iran sur l'envoi d'armes à Damas » ajoutant que « la Syrie n'a pas besoin d'armes ».

> Il a réitéré que « l'aide de l'Iran à la Syrie est limitée à l'aide humanitaire et que l'Iran a assuré des routes aériennes pour assurer sa circulation ».

> Abdellahyan a souligné que « le moyen d'arrêter la violence en Syrie est de cesser d'envoyer des armes sur son territoire » indiquant « que si les pays voisins cessent d'envoyer des armes aux militants de la Syrie, Damas cessera de recourir aux armes ».

> Il a souligné que « Téhéran et le Caire sont d'accord pour une solution politique à la crise syrienne et nous sommes contre une intervention étrangère en Syrie et pour que le peuple syrien décide de son propre destin. Nous sommes arrivés à la possibilité d'une coopération pour résoudre la crise » ajoutant que « le mécanisme de Genève et celui du président Moursi pour résoudre la crise syrienne se rapprochent de l'initiative iranienne ».

Enfin, il a mis en garde contre « certaines parties externes qui défendent l'idée de la partition de la Syrie », appelant « chacun à contribuer à trouver une solution à la crise syrienne »

.AL MANAR

Syrie: la Ligue arabe manque de légitimité, selon Assad

4 avril 2013 Libération

Bachar al-Assad a affirmé que la Ligue arabe «manquait de légitimité», en réaction à la décision de l'organisation d'accorder le siège de la Syrie à l'opposition, dans un entretien dont des extraits ont été publiés sur la page Facebook de la présidence.

«La Ligue arabe manque de légitimité. C'est une Ligue qui représente les Etats arabes, pas les peuples arabes, elle ne peut donc ni accorder une légitimité ni la retirer», a indiqué le président syrien aux journalistes de la chaîne turque Ulusal et du journal turc Aydinlik.

Fin mars, le sommet de la Ligue arabe a accordé à l'opposition le siège de la Syrie, suspendue de l'organisation panarabe depuis novembre 2011 en raison de la répression violente de la révolte. Le chef démissionnaire de l'opposition Ahmad Moaz al-Khatib a pris la parole devant le sommet au nom de la Syrie.

«La vraie légitimité n'est pas accordée par des organisations ou des responsables à l'étranger ou par d'autres pays ... la légitimité est celle que vous confère le peuple», a ajouté M. Assad. «Toutes ces (décisions) théâtrales n'ont aucune valeur à nos yeux».

L'interview avec M. Assad a été menée mardi et sera intégralement diffusée vendredi, selon le site de la présidence syrienne.

Dans de premiers extraits publiés mercredi, le président Assad a accusé le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan d'avoir menti au sujet du conflit en Syrie: «Depuis le début de la crise en Syrie, Erdogan n'a pas dit un seul mot de vrai».

Le gouvernement de M. Erdogan réclame le départ de Bachar al-Assad et soutient les rebelles dans le conflit qui a fait, selon l'ONU, plus de 70.000 morts depuis mars 2011.

La Turquie accueille en outre 200.000 réfugiés syriens sur son sol.

http://www.liberation.fr/monde/2013/04/04/syrie-la-ligue-arabe-manque-de-legitimite-selon-assad_893639

A Doha, l'opposition syrienne demande aux Américains un bouclier anti-missiles

26/03/2013 AP

Le chef de la Coalition de l'opposition syrienne, Ahmad Moaz Al-Khatib, a déclaré avoir demandé aux Etats-Unis de protéger la zone nord de la Syrie passée sous le contrôle des rebelles avec des missiles sol-air Patriot.

Intervenant à l'ouverture du 24e sommet ordinaire arabe à Doha, M. Khatib a invité les Etats-Unis à s'impliquer davantage pour mettre fin au conflit qui dure depuis plus de deux ans et a fait selon l'ONU plus de 70.000 morts.

Il a expliqué avoir demandé au secrétaire d'Etat John Kerry une protection contre les avions et missiles de l'armée syrienne, armes dont ne disposent pas les rebelles.

"J'ai demandé à Mr Kerry d'étendre le parapluie des missiles Patriot au nord de la Syrie et il m'a promis d'étudier cette question", a déclaré M. Khatib en évoquant les batteries de missiles sol-air déployés par l'Otan en Turquie l'année dernière pour protéger l'espace aérien turc. "Nous attendons toujours une décision de l'Otan pour protéger des gens, pas pour combattre mais pour protéger des vies", a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Khatib, qui avait présenté sa démission a réclamé le siège de la Syrie à l'Onu, après avoir obtenu celui de la Ligue arabe. Il a appelé "les pays frères et amis" à aider sa Coalition à "occuper le siège de la Syrie à l'Onu et dans les organisations internationales", pour se substituer au régime de Bachar el-Assad, de plus en plus isolé au plan international.

Il a également exhorté ces pays à apporter au peuple syrien leur "soutien sous toutes ses formes", soulignant particulièrement "son droit absolu à l'autodéfense", une allusion à la demande de la rébellion d'obtenir des armes.

M. Khatib a dans ce contexte appelé "au gel des fonds que le régime a pillés à notre peuple et de les mobiliser pour la reconstruction de la Syrie".

La Coalition de l'opposition, reconnue comme la représentante légitime du peuple syrien par des dizaines de pays et d'organisations internationales, a occupé le siège de la Syrie au sommet de Doha.

Le siège de la Syrie était vacant depuis la suspension en novembre 2011 du régime du président Assad.

Lakhdar Brahimi aux Français : «Livrer des armes aux insurgés syriens n'est pas la solution»

29. mars 2013

Lakhdar Brahimi. New Press

Le médiateur international pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, n'est pas du tout content de l'évolution de la situation en Syrie. Et il tient à le faire savoir. Dans un entretien accordé à la quatrième chaîne de télévision britannique, il dit ne pas entrevoir «une fin proche de la violente guerre civile que traverse la Syrie». Il appelle la communauté internationale à «intensifier les pressions diplomatiques sur les deux parties en conflit». En réponse aux propositions formulées par Paris et Londres pour livrer des armes à la rébellion syrienne, Brahimi affirme qu'une telle initiative «ne peut pas être la solution» et que «cela risque, au contraire, d'aggraver le conflit parce que, dans ce cas, plus d'armes seraient acheminées au gouvernement également». Plus sceptique que jamais, l'émissaire onusien ajoute : «Je ne vois aucun miracle dans le proche avenir», alertant que la situation sur le terrain «est très grave et empire chaque jour un peu plus». Lakhdar Brahimi a indiqué qu'il ne voyait «aucune amélioration» de la situation. «Je pense que chacune des deux parties croit toujours qu'elle est en mesure de triompher militairement, ce qui fait que les combats s'intensifient et s'élargissent de plus en plus», a-t-il encore déclaré. «L'espoir, selon lui, ne peut venir que de la communauté internationale et en premier lieu de la Chine, de la Russie et des États-Unis». Pour le diplomate algérien, ces trois puissances «doivent se concerter et s'entendre sur des résolutions à faire adopter par le Conseil de sécurité et commencer, déjà, par parler d'un ton plus ferme avec les parties en conflit».

<http://www.algeriepatriotique.com/article/lakhdar-brahimi-aux-francais-livrer-des-armes-aux-insurges-syriens-n-est-pas-la-solution>

Les pays émergents des Brics s'opposent à la livraison d'armes à l'opposition syrienne

28/03/2013 AP

Les pays émergents des Brics ont fait part de leur préoccupation face à la détérioration de la situation militaire et humanitaire en Syrie et devant les risques d'escalade militaire en Iran.

“Nous exprimons notre profonde inquiétude face à la détérioration de la situation sécuritaire et

humanitaire en Syrie et condamnons l'augmentation des violations des droits de l'Homme et des lois humanitaires internationales alors que la violence continue", ont écrit les leaders des cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) dans le communiqué final de **leur sommet annuel à Durban**. "Nous (...) réaffirmons notre opposition à toute militarisation supplémentaire du conflit", ont-ils ajouté, rejetant toute livraison d'armes à l'opposition armée au président syrien Bachar al-Assad.

Pour les Brics, la solution au conflit doit passer par le communiqué de Genève du 30 juin 2012: ce texte, adopté par les ministres des Affaires étrangères des principaux pays concernés par l'avenir de la Syrie, fruit d'âpres négociations avec le ministre russe Sergueï Lavrov, prévoyait notamment la mise en place d'un processus de transition politique mais ne disait rien quant au devenir du président **Bachar al-Assad**.

Ce communiqué reste la pierre angulaire de la position de la Russie, **qui fait partie des Brics**. Les cinq pays ont enfin demandé aux parties prenantes de laisser les **organisations humanitaires intervenir**.

Le président syrien avait envoyé un émissaire au président sud-africain avant le sommet pour demander au Brics d'agir pour "arrêter la violence" dans son pays et mettre un terme à la "souffrance" de son peuple causée par **les sanctions internationales**.

[Armes pour la Syrie : la France n'a pas encore choisi](#)

Le Point.fr - 03/04

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, estime qu'il faut d'abord savoir "si on peut avoir confiance" dans l'opposition syrienne.

François Hollande aux côtés du chef de la Coalition nationale syrienne,

La [France](#) n'a pas arrêté sa position sur la levée ou non de l'embargo sur les armes vers la [Syrie](#), estimant qu'il faut d'abord savoir "si on peut avoir confiance" dans l'opposition syrienne, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie française, [Laurent Fabius](#). "Nous devons donner une réponse fin mai. D'ici là, je ne peux pas vous dire aujourd'hui oui ou non", a déclaré sur BFM TV et RMC Laurent Fabius, interrogé sur la position que prendrait Paris lors du réexamen de l'embargo européen sur les armes.

"Nous n'allons pas livrer des armes si les armes doivent aller aux extrémistes de l'opposition" syrienne, a ajouté Laurent Fabius, alors que Paris militait fortement ces dernières semaines en faveur d'une levée de l'embargo. "Il faut faire un travail très précis pour voir qui nous avons en face de nous", a souligné le ministre. "Nous avons la semaine prochaine à Londres une réunion et nous avons demandé que soient présents Moaz al-Khatib (chef de l'opposition syrienne), Ghassan Hitto (Premier ministre par intérim élu par la Coalition nationale de l'opposition) et Selim Idriss (chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles)", a indiqué Laurent Fabius.

"Solution politique" (Fabius)

Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, doit accueillir à Londres les 10 et 11 avril ses homologues des autres pays du G8. "Nous allons avoir en face de nous ces interlocuteurs pour nous faire une idée sur est-ce qu'on peut avoir confiance, est-ce qu'on peut trouver une solution politique", a souligné Laurent Fabius, confirmant en creux les doutes des capitales occidentales sur l'opposition syrienne, divisée et mal organisée.

"Si les choses continuent comme aujourd'hui, la Syrie va exploser, avec d'un côté un arc irano-syrien et de l'autre les extrémistes sunnites, al-Qaida. Si on veut éviter cela, il faut une solution de transition politique entre les gens raisonnables de l'opposition et certains éléments du régime, mais pas Bachar" el-Assad, a répété Laurent Fabius. La semaine dernière, le président François Hollande avait mis un frein à l'éventualité de livraison d'armes aux rebelles en estimant que Paris n'avait pas "la certitude" que l'opposition modérée contrôlait la situation sur le terrain et en insistant sur un risque de voir les armes tomber aux mains des extrémistes.

Le Président Vladimir Poutine ordonne des manœuvres militaires en mer Noire

Parti Anti Sioniste Samedi 30 mars 2013

Le 28 mars 2013, le Président et Commandant en chef des forces armées de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a ordonné la tenue de vastes manœuvres militaires imprévues en mer Noire. D'après la déclaration de son porte-parole Dmitri Peskov, « à 4 heures du matin, le ministre de la défense (Sergueï Choïgou, ndlr) a reçu une enveloppe fermée contenant l'ordre ».

Ainsi, 36 navires basés à Sébastopol, 7000 fusiliers marins, 250 blindés et deux bases navales, l'une en Ukraine et l'autre au sud de la Russie ont été mobilisés.

Que se cache-t-il derrière cet entraînement soudain ?

Selon l'expert arabe des questions internationales, Meythan Al Jenabi, « ces manœuvres ont sans nul doute un caractère préventif car l'étau se resserre autour de la Syrie et la Russie voulait faire comprendre qu'elle ne plaisantait pas avec ses intérêts stratégiques ».

Selon Lina Soboniya, directrice du centre d'étude Asie/Moyen-Orient : « Ce sont des exercices qui s'effectuent dans le cadre des réformes prévues au sein de l'armée et pour relever de nouveaux défis qui se présentent à la Russie. Ces exercices visent à préparer l'armée russe à une intervention rapide, et ils sont un écho à des exercices militaires tenus récemment par les Etats Unis au Caucase. [...] Suivant les accords passés avec l'OTAN et puisque les exercices en question n'engagent que 7.000 soldats, la Russie n'avait pas besoin d'en informer l'Alliance. Ces exercices militaires d'envergure ont lieu en écho à l'opposition ferme de la Russie à toute intervention militaire en Syrie. La Russie est hostile à toute action militaire contre la Syrie et exige une solution négociée pour le nucléaire iranien. La Russie est non seulement contre toute frappe militaire anti-iranienne mais aussi, elle saura y faire face ! La Russie est prête à coopérer avec ses partenaires occidentaux et autres et ces exercices militaires sont loin de présenter une menace pour quiconque ».

<http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Parti-Anti-Sioniste.300313.htm>

Dossiers et analyses

VIDEO Syrie - Analyse géopolitique de Thierry Meyssan

http://www.dailymotion.com/video/xympeq_proche-orient-syrie-analyse-geopolitique-de-thierry-meyssan_news?start=88#.UVmYrjfA5J

« Sous nos yeux » La Syrie, vue de Russie

Par Thierry Meyssan

Selon la rhétorique occidentale, la Syrie serait une dictature écrasant dans le sang une révolution. Elle serait soutenue par la Russie car celle-ci n'avait pas vu de problème à écraser la rébellion tchétchène. Au contraire, vu de Moscou, l'impérialisme occidental s'est ligué depuis 35 ans avec les dictatures religieuses du Golfe pour détourner le jihadisme de la libération de la Palestine et le retourner contre l'URSS en Afghanistan, puis contre la Russie et ses alliés. Par conséquent, la Russie ne soutient pas la Syrie, elle est attaquée en Syrie.

Réseau Voltaire | Moscou (Russie) | 31 mars 2013

À Moscou l'intelligentsia pro-occidentale voit la guerre de Syrie comme un conflit lointain dans lequel le Kremlin a engagé le pays du mauvais côté pour maintenir une inutile base navale à Tartous.

Au contraire, Vladimir Poutine perçoit cette guerre comme un épisode du conflit qui, en vertu de la « doctrine Brzezinski », oppose depuis 1978 la grande coalition occidental-islamiste contre l'URSS, puis la Russie. Pour le Kremlin, il ne fait aucun doute que les jihadistes, qui se sont aguerris au Proche-Orient, poursuivront bientôt leur œuvre destructrice en Tchétchénie, en Ingouchie et au Daguestan. De ce point de vue, la chute de la Syrie serait immédiatement suivie de l'embrasement du Caucase russe. Dès lors, soutenir la République arabe syrienne n'est pas une tocade exotique, mais un impératif de sécurité nationale.

Ceci étant posé, les attentes du Kremlin à l'égard de la Syrie n'en sont que plus fortes. Au cours des entretiens que je viens d'avoir avec plusieurs dirigeants russes lors d'un voyage à Moscou, j'ai entendu plusieurs critiques."

L'art de la guerre

Syrie : la course à l'or noir

Manlio Dinucci

2 avril 2013

Les réserves pétrolières assertées de la Syrie, d'un montant de 2,5 milliards de barils, sont plus importantes que celles de tous les pays environnants à l'exception de l'Irak : l'estimation vient de la *U.S. Energy Information Administration*, qui, en pétrole (surtout celui des autres), s'y entend. Ceci fait de la Syrie un des plus grands producteurs et exportateurs de pétrole au Moyen-Orient. Le pays possède aussi de grosses réserves de gaz naturel, utilisé jusqu'à présent pour la consommation intérieure, surtout pour alimenter en gaz les centrales thermoélectriques. Mais il y a un problème, signale l'agence étasunienne : depuis 1964, les licences pour l'exploration et l'exploitation des gisements sont réservées aux sociétés d'Etat syriennes. Ceci procurait à l'Etat, jusqu'en 2010, une entrée annuelle de plus de 4 milliards de dollars provenant de l'exportation de pétrole surtout en Europe. Mais les choses changent avec la guerre. L'« Armée syrienne libre » s'est emparée d'importants champs pétrolifères dans la région de Deir Ezzor. D'autres sites, dans l'aire de Rumeilan, sont contrôlés par les Kurdes du Parti d'union démocratique, hostiles cependant, aussi, aux « rebelles » avec lesquels ils se sont affrontés plusieurs fois. **La stratégie Usa/Otan mise sur les « rebelles », qu'on a aidés à s'emparer des champs pétrolifères dans un double objectif : priver l'Etat syrien des revenus des exportations, déjà fortement en baisse sous l'effet de l'embargo de l'Union européenne ; faire en sorte qu'à l'avenir les plus grands gisements passent, par l'intermédiaire des « rebelles », sous le contrôle des grandes compagnies pétrolières occidentales.** A cet effet, le contrôle du réseau intérieur des oléoducs et gazoducs est fondamental. Ce réseau a été saboté par les « rebelles » à plusieurs endroits, surtout dans les alentours de Homs où se trouve une des deux raffineries du pays, afin d'interrompre la fourniture de produits pétrolifères. Mais une autre mise est plus importante encore, stratégiquement : le rôle de la Syrie comme *hub* de couloirs énergétiques alternatifs à ceux qui passent à travers la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

La « **guerre des oléoducs** » a commencé depuis longtemps : en 2003, en envahissant l'Irak, les Etats-Unis ont immédiatement détruit l'oléoduc Kirkuk-Baniyas qui transportait en Syrie le brut irakien. Celui de Ain Zalah à Suweidiva est resté par contre en fonction. Damas et Bagdad, défiant les interdictions de Washington, ont ensuite lancé le projet de deux oléoducs et d'un gazoduc qui, à travers la Syrie, relieront les gisements irakiens à la Méditerranée et donc aux marchés extérieurs. Plus dangereux encore pour les intérêts occidentaux est l'accord stipulé en mai 2011 entre Damas, Bagdad et Téhéran : il prévoit la réalisation d'un gazoduc qui, à travers l'Irak, transportera la gaz naturel iranien en Syrie et de là aux marchés extérieurs. Ces projets, et quelques autres, déjà financés, ont été bloqués par ce que l'agence étasunienne définit comme « les conditions de sécurité incertaines en Syrie ».

Edition de mardi 2 avril 2013 de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[L'Occident prêt à plonger la Syrie dans le chaos](#)

[Paul Vanden Bavière](#)

18 mars 2013

Guy Verhofstadt a invité le commandant de l'armée rebelle syrienne à venir plaider pour un plus grand armement au Parlement européen, alors que ces mêmes rebelles ont pris en otage 20 Casques bleus dans le plateau de Golan et que le flux de réfugiés syriens ne cesse d'augmenter. Un article éclairant de Paul Vanden Bavière, journaliste à Uitpers.

Les États-Unis et l'Union européenne ont « en partie » suspendu l'embargo sur les armes décrété contre la Syrie de manière à pouvoir livrer aux rebelles syriens du matériel lourd « non meurtrier » et notamment des véhicules blindés.

Les États-Unis et divers pays d'Europe ont également intensifié leurs programmes d'entraînement des rebelles en Turquie et en Jordanie notamment.

Tout cela est bien la preuve que l'Occident s'apprête à conquérir la Syrie, ouvrant la voie à un évincement du Hezbollah au Liban. Après quoi, il ne restera plus qu'à mettre l'Iran au pas sous prétexte qu'il poursuivrait un programme d'armes nucléaires. Si ce plan fonctionne, le projet lancé par le président George W. Bush, à savoir construire un « grand Moyen-Orient » avec son propre pétrole et son propre gaz sous contrôle occidental sera en grande partie concrétisé. En effet, ce projet, lancé en mai 2004, un an après l'invasion de l'Irak par les États-Unis, s'est ensuite étendu à la Libye et il semblerait à présent que ce soit au tour de la Syrie.

Jusqu'à la mi-février, les États-Unis et l'Union européenne avaient preuve de retenue. Le 18 février, l'Union européenne a officiellement prolongé de trois mois son embargo sur les armes pour finalement le lever après que le président Obama eut lui aussi renoncé à toute opposition contre un armement des rebelles syriens.

Djihadistes

Cette attitude des États-Unis et de l'Union européenne découle de facteurs concomitants. On craint, soi-disant, que les armes ne tombent entre de « mauvaises » mains, autrement dit entre les mains des djihadistes islamistes, comme Jabhat-al Nusra, qui cherchent à introduire par la violence un émirat islamiste stricte en Syrie. De même, on n'est pas sûr que l'opposition armée syrienne « modérée » soit en mesure de maîtriser les extrémistes, comme cela a été le cas dans le nord du Mali.

À présent qu'Obama a été réélu et que son gouvernement est formé, ces arguments ne pèsent plus autant. D'ailleurs, les États-Unis et certains pays de l'Union européenne fournissent depuis longtemps, malgré leur embargo, non seulement du matériel militaire non meurtrier, mais aussi du matériel meurtrier, et ce via les pays du tiers-monde. Un article récemment publié dans le New York Times révèle que la Croatie a livré des armes d'infanterie via l'Arabie saoudite. Et il semblerait qu'aujourd'hui on soit bien parti pour un envoi sans intermédiaire d'armes meurtrières. C'est le ministre des Affaires étrangères, John Kerry, qui a lancé la perche lors d'une visite en Arabie saoudite où il a plaidé pour un armement de « l'opposition légitime modérée ».

Couverture aérienne

L'Occident n'a jamais sérieusement cherché à pousser les rebelles à trouver une solution via les négociations. Au contraire, de véritables négociations ont été rejetées comme cela s'est vu auparavant dans d'autres conflits, notamment en Irak, dans les Balkans et en Libye.

Depuis 2011, on assiste à une escalade occidentale sur le plan militaire et on prépare petit à petit l'opinion publique à une guerre ouverte. Cela va de quelques livraisons de matériel militaire, en passant par des programmes de formation et renseignements militaires, jusqu'à l'installation au début de cette année de missiles Patriot à la frontière entre la Turquie et la Syrie par l'Allemagne, les Pays-Bas et les États-Unis. Le matériel est donc déjà sur place pour créer une « zone de sécurité » qui doit renforcer une interdiction de vol qui n'a pas encore été formellement décrétée contre les forces aériennes syriennes et « protéger » les rebelles syriens en garantissant une couverture aérienne. Tout est prêt pour permettre aux rebelles de lancer une plus grande offensive. L'Occident pourra alors s'allier, comme il l'a fait en Libye, en intervenant en tant que forces aériennes des rebelles.

Irrémédiablement divisée

Ce beau projet pour la Syrie soulève néanmoins quelques questions. Le problème, c'est l'opposition syrienne elle-même qui reste irrémédiablement divisée et n'a pas le moindre programme. Mi-novembre, le Conseil national syrien, à savoir la coalition d'opposition syrienne, a été rebaptisé « Coalition nationale syrienne » lors d'une rencontre au Qatar et a élu un nouveau président. Quatre mois plus tard, la Coalition, qui n'a pratiquement pas de partisans en Syrie, comme le reconnaît l'Occident, n'est toujours pas parvenue à former un gouvernement provisoire.

Le ministre français des Affaires étrangères lui-même, Laurent Fabius, a baissé les bras lors de la rencontre des « Amis de la Syrie » qui s'est tenue à Paris fin janvier. Il a déclaré que, si l'État et la société syrienne éclataient, les islamistes gagneraient du terrain. Il a en outre exprimé sa crainte de voir la situation dégénérer en une confrontation entre milices. Il avait auparavant affirmé que la chute du

régime à Damas était loin de se produire, alors que cela fait près de deux ans qu'on entend dire que ce régime subit chaque jour de nouveaux revers et qu'il est proche de l'éclatement (1).

Sur le terrain, les deux camps, opposition et gouvernement, remportent tantôt une victoire, tantôt essuient une défaite. La situation prend des airs de front de la Première Guerre mondiale. Le président Bashar al-Assad a déclaré fin janvier que l'armée syrienne avait repris les devants sur le terrain, ce qui est probablement un peu trop optimiste. Toutefois, grâce aux armes et au soutien de l'Iran et de la Russie, il semblerait bien qu'une armée régulière ait plus de chance de percer qu'une opposition divisée.

Absence de vision

L'absence de vision de l'opposition et le fait qu'elle se tourne vers l'Occident sont confirmés par les propos de plusieurs dissidents, comme le général Manaf Tlass, ami proche du président Bashar al-Assad, qui a rompu avec le régime en juillet et s'est installé à Paris. Le général a déclaré dans *Le Monde* (2) qu'il avait demandé à la « communauté internationale » un plan de protection pour la Syrie. Pour Basma Kodmani, intellectuel syrien en France, « si la communauté internationale avait un plan précis, nous pourrions nous organiser beaucoup plus facilement » (3).

Cette absence de vision n'a pas empêché l'Occident de poursuivre son objectif. Détruire une société et la plonger dans le chaos, comme cela s'est vu en Irak et en Libye, c'est aussi une manière de la contrôler.

Notes

(1) *Le Monde*, 30 janvier 2013 : La dynamique de l'opposition syrienne semble s'essouffler, par Benjamin Barthe.

(2) *Le Monde*, 26 janvier 2013 : Syrie : "Si le chaos fait tomber Bachar, le chaos régnera après", par Benjamin Barthe.

(3) Idem.

Source : [Solidaire](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19